

Monsieur Fabrice BRUN
Député de l'Ardèche

M. Emmanuel MACRON
Président de la République
Présidence de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75 008 PARIS

Paris, le 13 novembre 2018

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris cette lettre que vous lirez sûrement si elle parvient au cœur de la première couronne parisienne, celle qui pense que la vision des urbains est celle de la France entière, y compris des ruraux, dont la voiture est le lien de vie.

Dans un contexte d'envolée du prix du baril, où l'Etat remplit déjà ses poches sans fond, puisque les prix à la pompe sont de fait composés de 62% de taxes, l'augmentation sans précédent de la fiscalité sur les carburants est une faute majeure.

Plus 20% d'augmentation pour le prix du diesel et du fuel en un an, il faudra bientôt choisir entre rouler et se chauffer. En effet, pour des millions de Français des périphéries et de la ruralité, c'est la double peine, car ils chauffent également leur logement au fuel.

Plus 55% pour le diesel depuis janvier 2016. Les Français en ont marre que l'on s'attaque toujours à la même cible, la voiture, alors qu'elle est indispensable à plus de 70% d'entre eux pour se déplacer, travailler, étudier, se soigner, emmener les enfants à l'école. En un mot : vivre !

Cette augmentation décidée par le gouvernement précédent, amplifiée par le vôtre, fait suite à la limitation de vitesse à 80 kilomètres par heure, aux radars qui flashent toujours plus et à leur privatisation, à l'inflation des normes entraînant un coût croissant du contrôle technique.

Cet acharnement suscite un véritable ras le bol face au matraquage fiscal, auquel il faut rajouter l'augmentation de la CSG pour les retraités, ces hommes et ces femmes qui ont travaillé toute leur vie.

Ainsi, les automobilistes et les retraités sont devenus les vaches à lait de ce quinquennat ; et on ne peut que comprendre et partager leur exaspération.

D'autant plus que l'argument de la fiscalité écologique ne tient pas, lorsque l'on sait que l'augmentation de 7 milliards de TICPE depuis 2017 ne finance dans les faits que très minoritairement la transition énergétique.

Je vous invite à venir faire le plein dans une station-service en Ardèche. Vous pourrez y rencontrer beaucoup de jeunes (et de moins jeunes) qui ne peuvent pas mettre plus de 10 ou 15 euros dans le réservoir pour aller travailler ou se former. Vous pourrez échanger avec cette femme qui gagne 1.200 euros par mois, qui élève seule son fils, à qui elle doit payer le permis, et dont la voiture diesel a plus de dix ans. Comment cette personne peut-elle acheter une voiture électrique dont le ticket d'entrée s'élève à 17.000 euros ? Tout le monde n'a pas les moyens de changer de véhicule malgré la prime à la conversion.

Je salue l'effort du gouvernement de vouloir atteindre 1 million de véhicules ainsi primés sur la durée du quinquennat. Mais que faire des 32 millions de voitures restantes qui roulent à l'essence ou au diesel ? Je tiens d'ailleurs à souligner que cette motorisation diesel a été sponsorisée et encouragée pendant des décennies avant d'être subitement honnie aujourd'hui.

Dans ce contexte, les augmentations de taxes sur les carburants décidées depuis 2017 doivent être annulées, toute comme celles prévues au 1^{er} janvier 2019.

En effet, il est urgent de revoir la trajectoire carbone, complètement déraisonnable aujourd'hui en raison de l'évolution du prix du baril. Amortir, lisser les prix à la pompe à l'aide la TVA, dont on parle peu, mais dont les recettes pour l'Etat augmentent proportionnellement avec le prix du pétrole. Geler la TICPE sur le fuel domestique. Les mécanismes de redistribution ne manquent pas, mais de grâce, privilégiez des solutions concrètes pour tous, plutôt que des usines à gaz sectorielles, sorties tout droit du cerveau surchauffé de la technocratie.

Avec le Grenelle de l'environnement, votre engagement lors du sommet pour le climat, la loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures que j'ai soutenue à l'Assemblée nationale, notre pays s'engage résolument dans la voie de la transition écologique.

Certes, la France ne représente que 0,9% des émissions de CO2 dans le monde, ce qui ne nous exonère en rien des efforts à accomplir pour lutter contre le dérèglement climatique. Mais, pendant ce temps, 1 milliard et demi d'indiens, pour ne prendre que cet exemple, fabriquent de l'électricité avec des centrales à charbon.

Cette dimension internationale interpelle les Français, tout comme le fait que les gros pollueurs dans les transports maritime et aérien continuent d'être exonérés en silence, alors que l'automobiliste français est lourdement taxé. Difficile dans ce contexte de le convaincre qu'il n'est pas la première victime du hold-up de l'Etat sur la fiscalité verte.

Elu de la Nation, animé par le souci de porter sans filtre la parole des Français, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.



Fabrice BRUN
Député de l'Ardèche

Monsieur Fabrice BRUN
Député de la 3^{ème} circonscription de l'Ardèche
Permanence parlementaire - BP 50013 - 07201 AUBENAS Cedex